Arrest ... et lettres patentes ... portant reglement au sujet des quatres chaires de professeurs en la Faculté de Médecine de la ville d'Aix. Du 25 sept. 1769.

Contributors

France. Conseil d'État. Faculté de Médecine de la ville d'Aix.

Publication/Creation

Aix-en-Provence: E. David, 1770.

Persistent URL

https://wellcomecollection.org/works/zuytu5ea

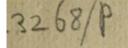
License and attribution

This work has been identified as being free of known restrictions under copyright law, including all related and neighbouring rights and is being made available under the Creative Commons, Public Domain Mark.

You can copy, modify, distribute and perform the work, even for commercial purposes, without asking permission.



Wellcome Collection 183 Euston Road London NW1 2BE UK T +44 (0)20 7611 8722 E library@wellcomecollection.org https://wellcomecollection.org FRANCE, Conseil d'État 1769





ARREST DU CONSEIL DÉTAT DU ROI,

ET LETTRES PATENTES SUR ICELUI,

Portant Reglement au sujet des quatre Chaires de Professeurs en la Faculté de Médecine de la ville d'Aix.

Du 25 Septembre 1769.

Enrégistrés au Parlement.

Extrait des Registres du Conseil d'Etat du Roi.

E ROI s'étant fait représenter l'Arrêt donné en son Conseil le vingt-un mars mil sept cent douze, portant réglement pour l'Université établie en la ville d'Aix, & de-sirant rendre la Faculté de Médecine toujours plus florissante, & concourir tout à la sois au bien des études & à la juste técompense due à l'ancienneté des services des Prosesseurs;



OUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, Comte de Provence, Forcalquier & Terres adjacentes: A nos amés & féaux Conseillers, les Gens tenants notre Cour de Parlement à Aix, Salut. Nous étant fait représenter l'Arrêt de notre Conseil du vingt-un mars mil sept cent douze, portant réglement pour l'Université établie en notre ville d'Aix; & desirant rendre la Faculté de Médecine toujours plus florissante, & concourir tout à la sois au bien des études & à la juste récompense due à l'ancienneté des

services des Professeurs, nous avons rendu en notre Conseil le vingt-cinq septembre dernier, un Arrêt, pour l'exécution duquel nous avons ordonné que toutes lettres nécessaires seroient expédiées. A CES CAUSES, de l'avis de notre Conseil qui a vu ledit Arrêt ci-attaché sous le contre-scel de notre Chancellerie, & conformément à icelui, nous avons ordonné, & par ces présentes signées de notre main, ordonnons que la Chaire qui réunit l'exercice de la Botanique & de la Chimie, sera réduite à la seule Botanique, & la Chimie réunie à la Chaire de Seconde institution. Qu'en cas de vacance de l'une des quatre Chaires de Professeur en la Faculté de Médecine, l'option prescrite par l'article quarantehuit & suivants dudit Réglement du vingt-un mars mil sept cent douze, n'aura lieu que pour les émolumens attachés à chacune des Chaires de premiere institution, d'Anatomie, de seconde institution & Chimie, & de Botanique; au moyen de quoi, lors desdites vacances, les Professeurs en exercice ne quitteront point leur Chaire, & n'opteront par rang d'ancienneté que pour les plus forts émolumens; & celui des Aspirans qui aura été élu en la forme portée par le Réglement de mil sept cent douze, remplira la même Chaire qu'exerçoit celui dont le décès ou la démission la rendra vacante, & ne jouira que des émolumens attachés à la Chaire du dernier Professeur. Dérogeons à cet esset audit Réglement de mil sept cent douze, lequel nous voulons au surplus être exécuté selon sa forme & teneur, en ce qui n'est pas contraire à ces présentes. SI VOUS MANDONS que cesdites présentes, ensemble ledit Arrêt vous ayiez à faire registrer, & le contenu en iceux garder & observer selon sa forme & teneur. Car tel est notre plaisir. Donné à Versailles le sixieme jour de février, l'an de grace mil sept cent soixante-dix, & de notre regne le cinquante-cinquieme. Signé, LOUIS. Et plus bas : Par le Roi, Comte de Provence. PHELYPEAUX. Et scellé.

Lus, publies & enrégistres, oui & ce requérant le Procureur général du Roi, pour être exécutés suivant leur sorme & teneur, sans néanmoins que de l'enregistrement desdites Lettres patentes, on puisse induire aucune approbation du Réglement de 1712, mentionné auxdites Lettres, & copies desdits Arrêt & Lettres patentes seront envoyées aux Sénéchaussées du Ressort, pour y être lûs, publiés & enrégistrés: Enjoint aux Substituts du Procureur général du Roi d'y tenir la main, & d'en certister la Cour dans le mois, suivant l'Arrêt de ce jour. A Aix en Parlement, les Chambres assemblées, le 27 Mars 1770.

Signé, DE REGINA.

A AIX, chez Esprit David, Imprimeur du Roi & du Parlement.